

**Prime provinciale dans les frais d'utilisation d'un appareil téléphonique en
faveur des personnes âgées ou handicapées**

REGLEMENT

A. LES BÉNÉFICIAIRES.

Article 1 : La Province de Luxembourg accorde aux personnes domiciliées sur son territoire, aux conditions précisées ci-dessous, une prime provinciale annuelle dans les frais d'utilisation du téléphone en faveur :

1. Des handicapés graves;
2. Des personnes âgées;
3. Des ménages composés de handicapés graves et/ou personnes âgées.

B. LE MONTANT.

Article 2 : Le montant de la prime provinciale annuelle est de 50 €. La prime est renouvelée automatiquement d'année en année sans qu'il faille introduire chaque année une nouvelle demande.

C. LES CONDITIONS.

Article 3 : Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

1. Handicapé grave : celui qui est atteint d'une infirmité permanente, physique ou mentale, d'au moins 66% ou d'une infirmité physique permanente d'au moins 30% des membres inférieurs.
2. Personne âgée : celle qui a atteint l'âge de 70 ans.

Article 4 : La prime provinciale annuelle est accordée aux personnes dont les revenus annuels bruts sont inférieurs à 14.624,70 euros suivant les derniers éléments probants disponibles à la date de la demande. Si la personne vit seule, ses seuls revenus sont pris en considération. Si la personne forme un ménage, il est tenu compte des revenus de la personne ou des personnes vivant avec elle. En ce cas, le plafond de 14.624,70 euros est augmenté de 2.707,42 euros par personne cohabitante.

D. LA PROCÉDURE.

Article 5 : La demande de la prime provinciale doit être introduite auprès de Monsieur le Greffier provincial, Département des Affaires Sociales et Hospitalières, Square Albert 1er, 1, 6700 ARLON.

Est seul considéré comme demande, le formulaire spécial dûment complété. Ce formulaire est délivré sur simple demande par l'Administration provinciale.

Article 6 : Les documents probants à fournir concernant la hauteur des revenus sont soit le dernier avertissement-extrait de rôle des contributions directes concernant l'impôt sur le revenu, soit la dernière fiche fiscale, soit le dernier talon mensuel de pension ou tout autre document probant.

Article 7 : Le Collège provincial peut procéder aux demandes de renseignements nécessaires pour juger du bien fondé de la prime provinciale.

Article 8 : Le Collège provincial arbitre les différends qui peuvent surgir lors de l'application du présent règlement.

E. FIN D'UTILISATION - DÉCÈS.

Article 9 : Lorsque le bénéficiaire de la prime cesse de détenir un appareil téléphonique (entrée en maison de repos sans y disposer d'un téléphone personnel, à ses frais,...), il doit le signaler par écrit à la Province dans les trois mois.

En cas de décès, tout ayant droit ou intervenant social est invité à signaler le décès à la Province dans les trois mois.

Article 10 : En cas de cessation de détention d'un appareil téléphonique ou de décès, la prime de l'année concernée reste acquise si elle a déjà été versée.

Article 11 : A défaut de déclaration de décès, le Collège provincial se réserve le droit d'exiger le remboursement de ses interventions financières de même qu'en cas de fausse déclaration ou si le bénéficiaire refuse de répondre aux demandes de renseignements prévues à l'article 7 ci-dessus. Elle peut mettre fin à la prime provinciale dans les frais d'utilisation dès qu'une des conditions prévues par le présent règlement n'est pas ou plus remplie.

Article 12 : L'application du présent règlement est subordonnée à l'inscription et à l'approbation du crédit nécessaire au budget provincial.

Article 13 : Le présent règlement est applicable à partir du 1er septembre 2008, pour les demandes introduites à partir de cette date.

